

Sur la nécessité de stimuler la production littéraire en Haïti

Eddy Cavé

Résumé : L'industrie haïtienne du livre s'est développée en marge de toute intervention de l'État et avec les seules ressources du secteur privé. En dépit de certains succès, elle a besoin aujourd'hui d'un vigoureux coup de fouet pour se dynamiser et contribuer davantage à la création d'emplois et au développement du pays. Nous abordons ce sujet en répondant aux quatre grandes questions habituelles : Pourquoi ? Par qui ? Pour qui ? Comment ? Le scénario que nous envisageons exige un vaste débat et un engagement actif de toutes les parties concernées, en commençant par l'État.



Rezime : Pwodiksyon liv an Ayiti devlope san èd Leta avèk resous ki genyen nan sektè prive a. Kwake li genyen kèk siksè, jounen jodi a, li bezwen yon bon jan boustè pou li pran fòs epi pou li kab kontribye pi plis toujou nan kreyasyon travay epi nan devlopman peyi a. Nan abode sijè sa a apati yon repons pou kat gwo kesyon yo toujou poze yo : Pouki sa ? Ak ki moun ? Pou ki moun ? Kòman ? Etap nou anvizaje yo mande yon gwo deba epi yon angajman aktif tout gwoup ki konsène yo, epi Leta an premye.

1. INTRODUCTION

Comme la plupart des autres branches d'activité, l'industrie haïtienne du livre s'est développée jusqu'ici presque exclusivement sous l'impulsion du secteur privé. Auteurs, copistes, imprimeurs, éditeurs ou libraires, personne ou presque n'a attendu le soutien des pouvoirs publics pour se lancer dans l'aventure du livre. C'est donc en l'absence de toute politique culturelle et dans une sorte d'atmosphère de laisser-faire qu'est née et que s'est développée l'industrie du livre en Haïti. Comme d'ailleurs celles de la peinture, de la musique, du cinéma, du spectacle en général. Abandonnées à elles-mêmes, ces branches d'activité n'ont pas été jusqu'ici en mesure d'apporter une contribution appréciable ni à la création d'emplois ni au développement ou à la croissance économique du pays. Le moment semble venu de le faire.

Tandis que les particuliers et les entreprises parvenaient, sans le moindre soutien des pouvoirs publics, à mettre sur pied ces embryons d'industries culturelles, il n'y a pas eu au pays de véritable débat sur la nécessité, et encore moins les modalités, d'une stimulation organisée de ces industries, notamment du sous-secteur du livre. Aussi, les questions relatives à la stimulation de la création et de la production littéraires apparaissent-elles comme une sorte de nouveauté.

Étant donné qu'il n'y a pas eu de vrais débats sur ce sujet, nous ne parlerons pas de thèses qui s'affrontent, mais plutôt d'écoles de pensée. On trouve d'un côté les partisans du *statu quo* et du laisser-faire, qui ne voient pas la nécessité d'une intervention de l'État pour modifier l'ordre des choses et, de l'autre, les adeptes du changement, qui veulent voir stimuler la production littéraire et artistique dans une perspective générale de développement du pays. Tandis que les premiers voudront s'en remettre aux seules forces du marché pour dynamiser l'industrie du livre, les partisans d'une évolution rapide préconiseront la mise en

œuvre d'un programme concerté appuyé par des politiques appropriées de l'État haïtien. Commençons par dresser un état des lieux.

2. L'ÉTAT DES LIEUX

C'est par milliers et en nombre croissant que les lecteurs, et les curieux, traversent chaque année les tourniquets des foires haïtiennes du livre, notamment Livres en folie qui se tient le jeudi de la Fête-Dieu depuis 1994. De plus, le nombre de titres en signature et celui des auteurs augmente d'année en année, et les auteurs haïtiens récoltent à tour de bras des prix littéraires de prestige à l'étranger [1]. Que peut-on souhaiter de mieux ? demandent les observateurs qui refusent d'aller au fond des choses. En réalité, ces succès constituent, à notre avis, un dangereux trompe-l'œil.

Tout d'abord, ces réussites laissent l'impression qu'il existe au pays une industrie dynamique du livre, ce qui est faux. Ce que l'on appelle « l'industrie haïtienne du livre » est simplement un secteur mou, non réglementé, abandonné à lui-même et contraint à survivre au jour le jour grâce à l'énergie et à l'imagination créatrice de particuliers et des entreprises privées. En outre, ces succès occultent le fait que plus de 50 % de la population ne sait ni lire ni écrire, ce qui maintient dans des proportions extrêmement faibles le bassin des auteurs potentiels et celui des acheteurs de livres.

Une fois écartés les succès que nous venons de mentionner, les zones d'ombre du tableau sautent aux yeux : bas niveau de scolarisation de la population ; faible intérêt des scolarisés pour le livre ; bas niveau et mauvaise répartition des revenus ; réflexe de résistance au changement et de rejet des innovations chez les principaux acteurs. En outre, des auteurs jusqu'aux libraires, toute la chaîne haïtienne du livre raisonne et agit comme si

le livre papier était là pour toujours, tandis qu’il est assailli de toutes parts par le livre électronique.

De même, le livre multimédia n’a toujours pas fait une percée, même timide, dans ce pays de peintres, de dessinateurs, de photographes, de caricaturistes et de musiciens au chômage ou sous-utilisés. Aucune initiative sérieuse de stimulation ne pourra négliger cet élément.

2.1 Les problèmes et besoins actuels

Il importe, au départ, de faire état des problèmes de fond que les activités de création risquent d’aggraver au lieu d’atténuer : sous-capitalisation du secteur, avec pour corollaire une insuffisance marquée des investissements dans l’innovation et les biens d’équipement ; insuffisance des installations locales d’impression ; inexistence de normes de qualité ; lenteur du processus d’impression ; refus ou incapacité des imprimeurs d’accorder des facilités de paiement aux éditeurs même bien établis et aux auteurs optant pour l’autoédition ; piètre qualité des installations d’impression ; non-respect fréquent des délais de production et de certaines clauses des contrats de services avec les auteurs et les maisons d’édition, etc. C’est en tenant compte de tous ces facteurs qu’il faudra examiner la question des moyens à mettre en œuvre pour stimuler la production en amont et la consommation en aval.

2.2 L’inexistence de programmes de formation en édition

Par la force des choses, Haïti a pris l’habitude de se passer de l’enseignement d’un grand nombre de disciplines dont la maîtrise est considérée partout au monde comme une exigence essentielle du domaine. Sans enseignement théorique du chant et du solfège, par exemple, le pays a produit un grand nombre de chanteurs à succès et de musiciens incapables de déchiffrer une partition. Si la peinture naïve, le théâtre populaire et un certain volet du cinéma haïtien ont pu se développer sans apprentissage théorique, l’industrie du livre ne peut que plafonner ou régresser si l’on refuse d’inscrire les métiers de l’édition au programme des établissements publics et privés d’enseignement. Le livre n’est pas une industrie capable de s’adapter indéfiniment au *tout voum se do* (va comme je te pousse!).

2.3 Les considérations économiques

Comme les industries de transformation, l’industrie du livre relève d’abord et avant tout de l’initiative privée et repose sur le profit. Les produits culturels étant par nature des biens non essentiels, leur industrie est très fragile et ne survit dans de nombreux pays que grâce aux effets des politiques des pouvoirs publics : politique nationale du livre, scolarisation de la population, création du bassin de compétences d’où sortiront les écrivains de demain. À cela s’ajoute la panoplie des incitatifs financiers, fiscaux et commerciaux. S’il incombe à l’État la responsabilité de créer un climat favorable à la prospérité de l’industrie du livre et aux entreprises du secteur privé celle

d’effectuer les investissements nécessaires, ce sont les autres intervenants qui fournissent les intrants additionnels nécessaires, la matière grise – donc la création – ainsi que les services nécessaires à toutes les étapes de la chaîne de production. Et ils doivent tous être rémunérés en conséquence.

Ces problèmes sont toutefois structurels et ne peuvent être surmontés en un tour de main. Et encore moins par les seules initiatives d’une poignée d’individus ou d’organisations ne disposant pas de leviers appropriés. Dans le type d’économie qui maintient le pays dans le sous-développement depuis son indépendance, aucun programme de stimulation ne peut donner de résultats visibles et quantifiables sur un horizon de moins de 5 à 10 ans. Il s’agit là d’une œuvre de longue haleine qui requiert la contribution de tous les intéressés. Or, nous sommes dans un pays où « tout se fait dans l’urgence » et où l’on a le long terme en horreur. Un bref exposé de notre cadre théorique aidera à mieux comprendre notre analyse.

3. LE CADRE THÉORIQUE

Étant donné que la production littéraire est appelée à entraîner un accroissement de la demande de services d’édition et d’impression, des ventes de livres, des dépenses et des revenus du secteur, il est difficile d’examiner cette question dans une perspective statique. La création modifiant toutes les données du problème, il convient de l’analyser dans la perspective dynamique de l’analyse marginale [2]. Autrement dit, d’étudier la question en termes d’accroissement des diverses variables de la fonction de production. Ainsi, ce n’est pas le coût moyen de production d’un livre ou d’un stock de 500 à 1 000 livres qu’il faut retenir, mais le coût marginal, c’est-à-dire le coût d’une unité additionnelle produite dans des scénarios divers d’utilisation des capacités de production.

Dans l’hypothèse où l’industrie dispose d’une marge suffisante de capacités, ce qui n’est certainement pas le cas présentement, le coût moyen et le coût marginal sont les mêmes, de sorte qu’elle ne peut absorber sans pressions indues l’augmentation de services d’édition et d’impression résultant d’une éventuelle opération de stimulation. Mais dans l’hypothèse contraire, il faut investir dans la mise en place de nouvelles infrastructures de production, ce qui, dans un premier temps, fait grimper les coûts de production.

4. LES GRANDES QUESTIONS PRÉALABLES À LA STIMULATION DE LA PRODUCTION

Si l’on envisage de stimuler la production littéraire, il y a lieu de commencer par poser les quatre questions classiques suivantes : Pourquoi ? Par qui ? Pour qui ? Comment ?

4.1 Pourquoi stimuler la production littéraire ?

Les raisons sont multiples, la plus évidente étant la nécessité de contribuer plus activement à la diffusion du savoir, au développement économique et à la mise en valeur du vaste réservoir

de ressources intellectuelles du pays. Mais en bout de ligne, les mesures de stimulation devront contribuer à diversifier la production nationale, à accroître les recettes d'exportation et le produit national brut, à favoriser la mobilité sociale et à stimuler les secteurs connexes, le cinéma par exemple.

4.2 Par qui la stimulation doit-elle se faire ?

Pour produire pleinement ses effets, la stimulation doit être le fait de tous les agents économiques, en commençant par l'État. Nous savons bien que nous ne pouvons plus compter sur l'État-providence, mais il a des devoirs. C'est lui qui doit assurer par exemple une plus grande scolarisation de la population, un relèvement de la qualité de l'enseignement, une meilleure distribution des revenus. C'est lui qui devra aussi élaborer et piloter la nécessaire politique culturelle, stimuler les investissements, l'exportation de produits culturels. Alors seulement les initiatives du secteur privé auront-elles des chances de porter fruit.

Est-ce à dire qu'en l'absence d'une stratégie et d'une politique adéquates de l'État, les acteurs du secteur privé doivent se croiser les bras et attendre ? Absolument pas. Si tel était le cas, rien ne se ferait, car l'État faible que nous avons ne se soucie absolument pas de ce genre de problèmes. Ce sont donc les citoyens, les entreprises privées et les organisations de la société civile qui doivent combler le vide, tout en ayant conscience des limites de leurs actions.

4.3 Pour qui faut-il stimuler la production ?

Disons sans ambages que la stimulation doit profiter à l'ensemble de l'industrie du livre et du pays, en commençant par les auteurs. Dans une perspective de discrimination positive, les stimulants devraient favoriser en premier lieu les talents auxquels la structure élitiste de notre mode de production ne donne actuellement aucune chance. Toutefois, ils doivent viser aussi un objectif de rentabilité macroéconomique. Les retombées des incitatifs doivent en même temps se propager à l'ensemble du secteur du livre et de l'économie du pays.

Par ailleurs, pour que l'opération de stimulation produise vraiment des effets bénéfiques, il faudrait que le pays soit en mesure d'imprimer ses propres livres et qu'il le fasse. Sinon, c'est à l'étranger qu'il faudra imprimer la masse de manuscrits résultant de la stimulation envisagée. Un effet pervers qui n'augure rien de bon. À elle seule, cette perspective souligne la nécessité d'un vrai débat sur le sujet, d'une concertation entre les divers acteurs, et d'un engagement clair de l'État haïtien et du secteur privé à collaborer de bonne foi à la poursuite des objectifs convenus.

4.3.1 Le volet créole de la production

En stimulant la production, il faudra éviter de négliger le volet créole qui présente à tous les égards de nombreuses possibilités d'enrichissement collectif. La génération éduquée sous le régime de la réforme Bernard est maintenant dans la trentaine et représente quelque 60 % de la population. Elle devrait être

en mesure de produire une abondante littérature qui serait à la fois consommée en créole et traduite en français. Donc, double possibilité d'enrichissement dont il faudra tenir compte.

La création de l'Académie créole devrait aussi susciter un foisonnement de talents jusqu'ici inexploités. Dorénavant, il faudra non seulement rédiger chaque année des centaines de livres en créole, mais aussi effectuer des traductions dans les deux sens, créole-français, français-créole. Un vœu pieux peut-être, mais dont nous ne saurions faire intentionnellement l'économie ! Haïti devra adopter une attitude proactive pour profiter elle-même des retombées de la nouvelle configuration du marché du livre haïtien et ne pas attendre qu'elle ait manqué le coche pour essayer de le rattraper.

4.3.2 Le volet multimédia

Nous avons déjà mentionné la nécessité de faire contribuer tous nos artistes à la conception et à la réalisation des nouveaux produits. Pour convaincre les plus tièdes et les plus réticents des avantages énormes du multimédia, nous nous contenterons de souligner le succès universel de *Harry Potter*, le produit multimédia qui, en moins de 10 ans, a fait de son auteure, Joanne Kathleen Rowling, la première milliardaire du monde de l'édition. Jusqu'ici, nous n'avons aucun livre doté de liens hypertextes conduisant à des œuvres d'artistes de chez nous et permettant d'agrémenter la lecture par de la musique, des images ou le son de la voix d'un auteur.

Si l'on ajoute un volet multimédia au projet de stimulation, les retombées s'étendront à un large éventail d'artistes et à l'économie toute entière [3].

4.4 Comment stimuler la production littéraire ?

4.4.1 Les mesures directes et indirectes

Faute d'espace, nous faisons abstraction de la nécessité impérieuse de relever le niveau des études primaires et secondaires, œuvre colossale qui relève de la compétence des pouvoirs publics et se situe dans le long terme. Puis, nous divisons en deux grandes catégories les nombreux moyens de promouvoir la production littéraire en Haïti : les moyens directs et les moyens indirects. Entrent dans la première catégorie les programmes d'études et les séminaires de formation dans ce domaine, le mentorat, les subventions à la création, les résidences et bourses d'études au pays et à l'étranger, les concours périodiques assortis de prix littéraires. Bref, toute la panoplie des incitatifs qui ont fait leurs preuves partout dans le monde. Ces mesures ont l'avantage de produire des résultats rapides et observables. Toutefois, leur efficacité risque d'être limitée par les problèmes de qualité du livre, d'exiguïté du marché haïtien du livre, d'insuffisance des investissements, etc.

Qu'en est-il maintenant des mesures indirectes ? Ce sont par définition des initiatives à long terme qui poursuivent les mêmes buts, mais qui s'attaquent aux problèmes de fond et s'inscrivent dans la durée. Les résultats sont lents, peu perceptibles et même facilement contestables pour les impatientes. Nous placerons

dans cette catégorie les campagnes nationales d'alphabétisation et de scolarisation; les projets de relèvement de la qualité du livre par l'élaboration et la mise en œuvre de normes uniformes de qualité auxquelles devraient se plier les auteurs, les spécialistes du traitement de texte, les infographes, les correcteurs d'épreuves, les imprimeurs, les éditeurs, les libraires, les distributeurs; les incitatifs fiscaux, budgétaires et douaniers, etc.

4.4.2 La récupération des scolarisés qui ne lisent pas

Même en l'absence de statistiques sur les habitudes de lecture des Haïtiens, il est permis de penser que le pourcentage de scolarisés qui ne lisent pas est extrêmement élevé. Et à l'intérieur du bassin des lecteurs, il y a un pourcentage important qui n'achètent pas de livres. Le phénomène n'est pas en soi alarmant si l'on considère qu'en France et au Québec environ 30 % des gens ne lisent pas du tout. Mais en Haïti, c'est souvent le niveau intellectuel requis du lecteur qui le décourage. Nous sommes persuadé qu'en appliquant les principes du langage clair et simple, nos auteurs sauront se mettre à la portée d'un plus large lectorat et tenteront du même coup de récupérer une partie de cette clientèle.

4.4.3 Le langage clair et simple

Dans *Le langage clair et simple, un passage obligé* [4], nous préconisons l'utilisation des indices de lisibilité pour aider les auteurs à se mettre au niveau du public qu'ils visent. Fondés sur la longueur moyenne des phrases et le pourcentage des mots longs (trois syllabes ou sept lettres et plus), ces outils permettent de déterminer par un calcul très simple le nombre d'années de scolarité nécessaires pour comprendre et retenir un texte donné. Au Canada, comme aux États-Unis, l'indice de lisibilité visé pour les textes grand public est de 12, soit des études secondaires complètes. Au-delà de ce chiffre, l'auteur s'adresse à des universitaires.

Selon les échantillons retenus, les éditoriaux du journaliste Daly Valet ont un indice de 12,5 et les romans de Dany Laferrière, des coefficients se situant entre 10 et 13. En revanche, nous avons relevé chez le professeur Leslie Manigat de nombreuses phrases de plus de 50 mots et même une phrase de 102 mots parfaitement bien construite, mais qui ne peut être disséquée et digérée que par des universitaires. Dans ces cas, l'indice global dépasse la barre des 20, qui correspond aux études universitaires de deuxième ou de troisième cycle¹. À titre de comparaison, on notera que les quotidiens américains ont un indice moyen de 10; *Libération*, en France, a un indice de 10-11; *Le Monde Diplomatique*, un indice de 14-15 [5].

1. Le plus simple et le plus connu de ces outils est l'indice de Gunning, donné par la formule:

$$I = (NM + \%MD) \times 0,4$$

où *I* désigne l'indice de lisibilité, *NM*, le nombre moyen de mots par phrase, et *%MD*, le pourcentage de mots de plus de sept lettres, considérés comme difficiles. Le facteur 4 correspond au nombre d'années de secondaire aux États-Unis.

Connu en anglais sous l'appellation de *plain language*, le langage clair et simple est la formule qui a assuré aux États-Unis, à partir des années 1930, le succès des tabloïdes et des romans grand public. Il est difficile de comprendre pourquoi son pendant français ne pourrait pas être adopté et adapté en Haïti.

4.4.4 La présentation matérielle des livres

Sur les plans de la typographie et de la présentation matérielle, il y a également beaucoup de travail à faire [6]. Une initiation patiente à ces disciplines est indispensable à l'éclosion des talents et à une véritable percée du livre haïtien sur les marchés étrangers.

Les activités de sensibilisation et d'encadrement devront inclure des ateliers ou des séminaires sur ces sujets. Il faudra aussi mettre l'accent sur les dimensions esthétiques telles que l'emballage du produit, la conception graphique des pages couvertures, la publicité, etc.

Disons pour conclure que c'est par un dosage approprié de mesures directes et indirectes qu'on parviendra à stimuler comme il le faut la production littéraire. Il faudra travailler sur ces deux fronts en même temps et privilégier le long terme.

4.4.5 Un des scénarios possibles

Voici en bref un scénario illustrant une des manières de faire. À la lumière des réponses données aux questions précédentes, on élabore et on met en œuvre le programme de stimulation envisagé. Une fois la décision prise, on commence par dresser un relevé du nombre et de la répartition géographique et linguistique des initiatives envisagées et déterminer les indicateurs de succès retenus: nombre de livres publiés, recettes d'exportation et revenus générés, consécration de jeunes auteurs, appréciation du public, etc.

L'industrie du livre, comme celle du spectacle et de la peinture, étant une composante de l'appareil productif du pays, sa contribution au PNB et à la balance des paiements est quantifiable, bien qu'avec un certain retard. Il sera donc possible de vérifier, toujours à l'horizon de 5 à 10 ans envisagé, si et dans quelles proportions les revenus des créateurs auront augmenté; si les fournisseurs de services de traitement de la copie et d'édition auront fait le bond souhaité; si, au bout du compte, les ventes de livres envisagées seront au rendez-vous.

À ces indicateurs quantifiables de succès s'ajouteront les indicateurs de satisfaction des intéressés, qu'il faudra établir sur la base de sondages.

5. CONCLUSION

À la lumière des nombreuses ramifications des problèmes évoqués dans les diverses parties de l'article, ce projet de stimulation s'apparente presque à un projet de gouvernement. Selon les points de vue, il apparaît comme un besoin, une nécessité, une obligation, un impératif même du développement économique et social. Certains y verront aussi une condition de

l’épanouissement culturel du peuple haïtien, de l’équité sociale, de l’égalité des chances pour tous.

Par ailleurs, les obstacles à surmonter sont si grands qu’ils risquent de décourager les plus enthousiastes ou de faire passer le projet pour irréaliste : bas niveau d’instruction de la population ; indifférence chronique des pouvoirs publics à l’égard des industries culturelles ; inexistence d’une marge appréciable de capacités de production inutilisées, etc. Le moins qu’on puisse faire pour l’instant, c’est de lancer le débat et de commencer à conditionner les esprits et à les préparer à affronter les défis qui nous attendent. ■

BIBLIOGRAPHIE

- 1 RABATÉ, Émile (2014). « Haïti soigne ses mots », *Libération*, 28 août.
- 2 RASSI, Fouazi, Guy MERCIER et Réjean BELZILE (1989). *Analyse et gestion financière*, Montréal, Presses de l’Université du Québec.
- 3 CAVÉ, Eddy (à paraître). *Écrire pour publier à l’heure du numérique*.
- 4 CAVÉ, Eddy (2014). *Le langage clair et simple, un passage obligé*, Montréal (Québec), Éditions du CIDIHCA, et Pétion-Ville (Haïti), Éditions Pleine Plage, 276 p.
- 5 BOILEAU (2014). « Fog et Smog. La lisibilité se mesure », *boileau*, [En ligne], <http://boileau.pro/blog/fog-smog/> (Consulté en mars 2015).
- 6 CAVÉ, Eddy (2013). *Typographie et correction d’épreuves pour tous*, Montréal (Québec), Éditions du CIDIHCA, et Pétion-Ville (Haïti), Éditions Pleine Plage, 171 p.

Eddy Cavé est licencié en droit et diplômé d’études supérieures en coopération et affaires internationales. Il a étudié tour à tour en Haïti, au Chili, aux États-Unis et au Canada. Il a dirigé les services de traduction et de rédaction française de la Banque centrale du Canada à Ottawa avant de se consacrer à ses activités actuelles de formateur et d’écrivain. Il est l’auteur du *Guide de rédaction* de la Banque du Canada, de la version française de deux ouvrages bilingues du Conseil des tribunaux administratifs canadiens sur le langage clair et simple. Eddy Cavé a consigné ses souvenirs de jeunesse dans *De mémoire de Jérémien – Ma ville, ma vie, mon village*, paru en 2009. *Typographie et correction d’épreuves pour tous* (2013) et *Le langage clair et simple, un passage obligé* (2014) sont les deux premiers volets d’un large projet d’écriture intitulé *Écrire pour publier au 21^e siècle*. eddycave@hotmail.com

